

# M'PEP!

## POUR SAUVER LA PLANÈTE, SORTONS DU LIBRE-ÉCHANGE ET DU PRODUCTIVISME !

« LA TERRE EST TROP VIEILLE POUR QU'ON SE MOQUE D'ELLE » (PROVERBE BRETON)

### » UNE CRISE ÉCOLOGIQUE QUI NE CESSE DE S'AGGRAVER.

L'ampleur et l'accélération de la crise écologique créent une situation inédite dans l'histoire de l'humanité. Les effets sont connus : changement climatique, destruction de la biodiversité, pollutions chimiques et pollution radioactive due aux rejets des centrales et aux accidents et incidents nucléaires, stockage des déchets, et certains d'entre eux menacent les équilibres planétaires.

Cette crise dont les origines sont lointaines (révolution industrielle du milieu du 18<sup>ème</sup> siècle) est aujourd'hui, au même titre que les crises financière, économique et sociale, une des composantes de la crise de la mondialisation due à la financiarisation de l'économie et du libre échange imposés par le capitalisme néo-libéral. La crise sociale ne peut être dissociée de la crise écologique. Avec les moyens dont nous disposons, nous pouvons agir et mettre fin aux dévastations, pour peu que nous soyons prêts à rompre avec le système économique productiviste actuel.

### » ENERGIE ET CLIMAT : LA FAILLITE D'UN MODÈLE ÉCONOMIQUE.

Le changement climatique est lié aux émissions de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère et à la capacité d'absorption naturelle du CO<sub>2</sub> (océans et forêts). Les émissions de GES ne cessent d'augmenter et le seuil d'élévation critique de la température moyenne de la Terre de +2°C sera atteint entre 2015 et 2020. Aucune remise en cause du système économique actuel n'est envisagé, et les grandes conférences internationales sur le climat de Copenhague (2009) et Cancun (2010), sont des échecs comme le sera probablement la prochaine à Durban (2011).



### » LES FAUSSES RÉPONSES DU CAPITALISME VERT.

Après avoir nié la dégradation de l'environnement durant les années 1960 et 1970, le capitalisme découvre que la question environnementale est un centre de profit. Ainsi naît le «capitalisme vert». Les nouveaux marchés apparaissent au fur et à mesure que les crises environnementales s'aggravent. Les illustrations ne manquent pas.

✓ Dans le secteur de l'énergie, TOTAL (pétrole), GDF-SUEZ (gaz), EDF et AREVA (électricité, nucléaire) sont dirigées, non par des considérations de politiques publiques mais par des objectifs de rentabilité financière. Des sommes colossales sont affectées à la filière électro nucléaire, empêchant le développement des filières de substitution liées aux énergies renouvelables. L'Etat préfère se diriger, selon les instructions des Directives de l'Union euro-

En librairie

AURÉLIEN BERNIER  
MICHEL MARCHAND et le M'PEP



ne soyons pas  
des **écologistes**  
**benêts**  
pour un  
protectionnisme  
**écologique et social**

MILLE . ET . UNE . NUITS

péenne, vers la privatisation du secteur de l'énergie. La privatisation de GDF conduit déjà à une hausse de 20% du tarif régulé. La récente campagne pour s'accaparer des gaz de schiste à 3000 ou 5000 m sous terre est un exemple de cette volonté de continuer à s'enrichir du pillage des ressources.

✓ Les terres agricoles sont confisquées en France et plus encore dans les pays du Sud par des multinationales (Cargill, Bunch, Bolloré, ADM) avec le soutien de groupes financiers (Société générale, BNP-Paribas, Crédit Agricole) pour produire des agrocarburants, alors qu'un sixième de l'humanité souffre de la faim.

✓ L'eau représente un enjeu majeur pour la stabilité du monde et la survie des êtres humains : 1,2 milliard d'entre eux n'ont pas accès à l'eau potable, 2,6 n'ont pas de structures d'assainissement, 5 à 10 millions en meurent chaque année (choléra, diarrhées, hépatites, typhoïde). Et en même temps, le Conseil Mondial de l'eau, organisation privée pilotée par les multinationales, qui organise tous les 3 ans le Forum Mondial de l'Eau, continue de prétendre résoudre la crise de l'eau par une gestion privatisée et des partenariats public privé.

✓ La finance se peint également en vert et prétend sauver la planète. Ceci conduit à spéculer sur les droits à polluer (marché du carbone) mis en place par l'Union européenne pour lutter contre le réchauffement climatique, avec les résultats que l'on connaît. Cette spéculation financière veut s'étendre à présent à la nature en laissant croire protéger la biodiversité. >>>

## LA NÉCESSITÉ DE VRAIES RUPTURES.

D'autres voies sont possibles, elles imposent de vraies ruptures. Il est nécessaire de reconsidérer les fondements et le fonctionnement de l'économie européenne et mondiale.

**LA QUESTION CENTRALE EST CELLE DU LIBRE ECHANGE et DE LA LIBRE CIRCULATION DES CAPITAUX** qui conduisent aux délocalisations, au chômage et à la précarité dans toutes les sociétés. Le changement passe par des mesures fortes .

✓ Instaurer de nouvelles règles internationales du commerce par la mise en place d'un protectionnisme écologique et social. Taxer les importations sur la base de critères sociaux et environnementaux permet de casser le chantage aux délocalisations. Il faut en venir aux principes d'un commerce international basé non sur la concurrence mais sur la coopération entre les peuples. Ces principes sont inscrits dans la Charte de La Havane du 24 mars 1948 dont il faut s'inspirer.

✓ Accompagner le protectionnisme écologique et social par de nouvelles mesures de solidarités internationales: affectation des taxes aux frontières à des projets de développement, annulation de la dette des pays les plus pauvres, solde de la dette écologique, statut reconnu des réfugiés climatiques.

✓ Mettre en place de nouveaux modes de production et de consommation économes en énergie au niveau national : relocalisation de l'économie, promotion des circuits courts, politique énergétique publique et non privatisée, débarrassée à terme de la production nucléaire, renforcement des services publics, arrêt de l'agriculture productiviste qui détruit les sols et la paysannerie. Une telle approche ne peut être envisagée sans en même temps une politique de gauche pour l'emploi et la

réduction des inégalités .

Les propositions pour résoudre la crise écologique et sociale sont incompatibles avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Union européenne (UE). Si l'on veut un véritable changement, il faut rompre avec le carcan libéral que représentent ces institutions.

**LA DESOBEISSANCE EUROPEENNE EST UNE OBLIGATION POUR UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE. C'EST A LA GAUCHE DE S'EMPARER DE LA QUESTION ECOLOGIQUE POUR RESOUDRE LA CRISE ACTUELLE**

Pour en savoir plus.

- Jacques Nikonoff , **Sortons de l'euro !**  
ed. Mille et Une Nuits, 2011
- Aurélien Bernier , **Désobéissons à l'Union européenne !**  
ed. Mille et Une Nuits, 2011
- Aurélien Bernier et Michel Marchand , **Ne soyons pas des écologistes benêts**  
ed. Mille et Une Nuits, 2010
- Aurélien Bernier, **Le climat otage de la finance**  
ed. Mille et Une Nuits, 2008

Le capitalisme vert privatise l'énergie, perpétue la domination du Nord sur les pays du Sud, accélère la financiarisation du monde vivant.

Il n'est pas la réponse à la crise actuelle, c'est une arnaque : s'en remettre au pouvoir des multinationales relève d'une illusion dangereuse.

L'épuisement des ressources :

Les systèmes de production et de consommation mènent à l'épuisement des ressources minières, des sources d'énergie fossile, de la biodiversité des sols, de l'eau potable, ... si bien que l'accès aux ressources naturelles est devenu un enjeu majeur, source de pressions et de conflits armés. Les marchands d'armes font recette.

Réserve énergétique estimées (références : Rapport du Sénat sur la transition énergétique et Global Chance)

- pétrole : 30 ans
- gaz : 70 ans
- charbon : 230 ans
- uranium : 40 ans



Dessin publié avec l'aimable autorisation de Plantu. © Plantu, 2011

### BULLETIN DE DEMANDE D'ADHÉSION 2011

Nom ..... Prénom ..... Date de naissance : ...../...../.....  
 Adresse .....  
 Ville ..... Code postal .....  
 Courriel .....@..... Homme  Femme   
 Tél. ....../...../...../...../..... Mobile ....../...../...../...../..... Profession .....

Les personnes imposables bénéficient d'une réduction d'impôts égale à 66% des sommes versées dans un plafond de 20% du revenu du foyer fiscal. Les cotisations et les dons peuvent faire l'objet d'un prélèvement automatique (minimum 10 euros par mois). **Pour les personnes non imposables ou à faibles ressources, le montant minimum de la cotisation annuelle est de 30 euros** • Pour les autres les cotisations doivent tendre vers 1% des revenus • Chèque à établir à l'ordre de M. Quinet, mandataire financier du M'PEP, déclaré à la préfecture le 10 février 2010 et à envoyer à M'PEP service adhésions - 12, rue de la gare - Kernével - 29140 - ROSPORDEN